



## Conjoncture outre-mer en 2011

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ».

Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les Départements français d'Amérique (DFA) sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; dans l'Océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'Océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### La vie chère en outre-mer : une fatalité ?

La vie chère en outre-mer et les enjeux de la zone économique exclusive sont les deux thèmes de travail retenus par la Délégation sénatoriale à l'outre-mer pour la session parlementaire. Pour la Délégation, la vie chère « illustre la vulnérabilité des collectivités ultramarines où les populations sont tout particulièrement exposées à un coût de vie élevé et à des taux de chômage record suscitant périodiquement des troubles sociaux graves ». Dans ce cadre, la Délégation a auditionné fin mars et début avril 2012 diverses personnalités qualifiées, dont l'IEDOM, susceptibles de lui apporter un éclairage pour la poursuite de ses travaux.

### Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails [www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr)

### Lutte contre le blanchiment

En 2011, Tracfin a reçu et analysé 24 090 informations, soit une hausse de 19 % par rapport à 2010. 98 % des informations reçues sont le fait de professionnels assujettis au dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les informations émises par ces professionnels (22 856) sont en hausse de 19 % par rapport à 2010 et celles en provenance des administrations d'Etat et assimilés et autorités de contrôle de 15 % (385 informations). Afin de vérifier la pertinence des informations reçues, Tracfin a mené 26 091 actes d'investigations contre 15 116 en 2010. 1064 notes ont été transmises dont 495 à l'Autorité judiciaire (+23 % par rapport à 2010) et 569 aux administrations partenaires. Le service a reçu 849 demandes de renseignement de ses homologues étrangers (+19 %) et leur a adressé 1 485 demandes (+29 %).

### Dossier législatif

Le projet de loi, adopté en Conseil des ministres du 28 mars 2012, pour ratification de l'ordonnance n°2011-1920 du 22 décembre 2011 et portant adaptation du code monétaire et financier et du code des douanes à la suite du changement de statut de la collectivité de Saint-Barthélemy vis-à-vis de l'Union européenne, a été déposé sur les bureaux du Sénat. Le texte est disponible en téléchargement sur [www.senat.fr](http://www.senat.fr).

### Publications de l'IEDOM

**L'économie de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2011**, Note expresse série « Portrait », n° 145, 146, 147, 148, 149, 150. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

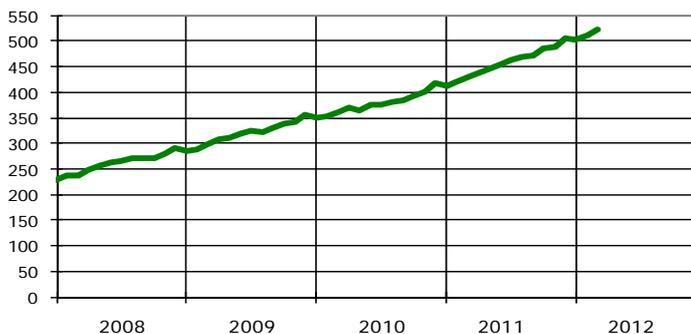
# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Les émissions nettes

A fin mars, les émissions nettes de billets progressent de 11,9 millions d'euros sur le mois (soit +2,3 % après +1,4 % le mois précédent) et s'établissent à 522 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent à l'identique : +2,3 %, après +1,3 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 9,6 millions au 31 mars 2012, dont 73 % sont constitués de la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué dans les mêmes proportions en nombre et en valeur en mars, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île reste stable, à 54,2 € au 31 mars.

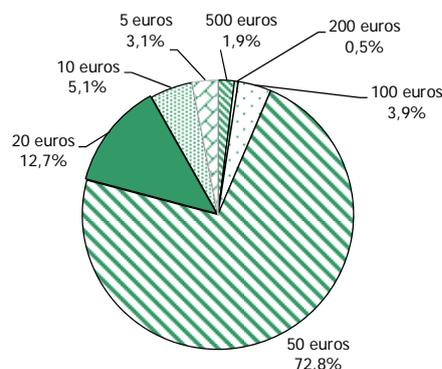
Emissions nettes cumulées de billet au 31 mars 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 mars 2012



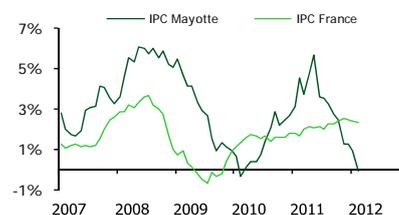
Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Prix

En février 2012, l'indice des prix à la consommation à Mayotte est en recul de 0,9 %. Selon l'INSEE, cette baisse s'explique principalement par le repli des prix des produits manufacturés (-0,8 %) et des services aux ménages (-2,3 %). Le prix des produits alimentaires et boissons est en légère hausse de 0,1 %, du fait de la croissance des prix des œufs et produits laitiers (+2,8 %) et des boissons non alcoolisées (+1,7 %). L'énergie se renchérit (+1,3 %), en lien avec la hausse des prix des produits pétroliers. Le prix du tabac augmente de 2,5 %. Les services aux ménages sont en recul de 2,3 % sous l'effet de la baisse des prix des postes « restauration » (-7,4 %) et « transports et télécommunications » (-5,4 %). Sur un an (février 2012 par rapport à février 2011), les prix baissent légèrement de 0,1 %.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



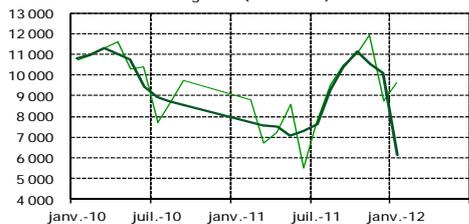
Source : INSEE  
Base 100: année 2006

### Emploi

A fin janvier 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 9 601 contre 8 747 en décembre 2011, soit une augmentation de 9,8 %. Sur les 9 601 demandeurs d'emploi, 67 % ont entre 25 et 49 ans dont 77 % sont des femmes. Pour 47 % des demandeurs d'emploi, la qualification n'est pas déterminée.

187 offres d'emploi ont été enregistrées en janvier 2012, en baisse de 8,3 % par rapport à décembre 2011 (204). Près des deux tiers (118) concernent des emplois temporaires. En glissement annuel (janvier 2011 par rapport à janvier 2012), les offres d'emploi sont toutefois en progression de 117,4 %.

Demandeurs d'emplois en fin de mois  
Catégorie A (en nombre)



Source : Pôle Emploi

\* Les données entre oct.2010 et Janv.2011 ne sont pas disponibles. Les points sont reliés par une courbe en pointillés.

Offres d'emplois  
(en nombre)



Source : Pôle Emploi

Les contrats uniques d'insertion (CUI) remplacent désormais les contrats emplois solidarité (CES) et les contrats à durée limitée (CDL). 12 millions d'euros seront débloqués par l'Etat pour la mise en place de 3 250 CUI. Pôle emploi est chargé d'instruire les dossiers de demandes de contrats qui peuvent provenir des entreprises, des communes, des associations et des syndicats intercommunaux.

## Economie

Une partie du plan de relance a été activée au cours du mois de mars. Le total des opérations dont les conventions ont été signées et ont fait l'objet d'un engagement juridique et comptable s'élève à plus de 44 millions d'euros sur les 53 millions prévus. Les projets prêts à démarrer concernent plusieurs secteurs : transport, adduction d'eau potable, traitement des déchets, électrification rurale, infrastructures et aménagement, mise aux normes des écoles, etc.

## Social

Le mois de mars a été marqué par de multiples grèves. L'ensemble des services sociaux du département ont été concernés : la Caisse des Allocations Familiales (CAF), la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte (CSSM), l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Centre Hospitalier de Mayotte (CHM). Les agents réclament essentiellement une égalité de traitement avec leurs homologues domiens.

Le 23 mars, les employés du bâtiment leur ont emboîté le pas afin de protester contre les licenciements associés à la crise qui impacte sensiblement ce secteur déjà fragilisé par le gel de la commande publique et les factures impayées des collectivités locales. Pour la première fois à Mayotte, et pour relancer la commande publique, l'Etat a débloqué 14 millions d'euros du Fonds de compensation de la TVA afin d'abonder le Fonds intercommunal de péréquation.

Le 7 mars, le cabinet Mensia, mandaté par le Conseil général, a présenté ses conclusions sur les ressources humaines de la collectivité. Les conclusions révèlent 126 emplois fictifs dont 38 contractuels et 88 fonctionnaires. Pour aider au redressement de la situation financière du département, le cabinet préconise une baisse des salaires de 5 % sur 2 ans pour les agents actuellement les mieux rémunérés et un départ anticipé à la retraite pour les agents ayant plus de 55 ans (194 agents concernés). Les élus ont souhaité contribuer à la baisse des charges de la collectivité en proposant une diminution de leurs indemnités de 5 %. Enfin, le cabinet suggère également le remboursement par l'Etat à la collectivité des charges indues, estimées entre 150 et 180 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

Le projet de rénovation du quartier M'Gombani dont le coût total s'élève à 40 millions d'euros a été présenté au public le jour du premier anniversaire de la départementalisation de l'île. Le chantier, qui a démarré depuis quelques semaines déjà, devrait durer jusqu'en 2015. Le quartier rénové comprendra 121 nouveaux logements dont 90 logements sociaux, 1 500 m<sup>2</sup> de commerces, bureaux et locaux d'activité. Les espaces verts et les écoles seront rénovés et une nouvelle crèche verra le jour.

## Tourisme

Le président du comité du tourisme, M. Rastami Abdou, a tenu une conférence de presse le 29 mars afin de restituer les différentes actions menées par le comité pour la promotion de l'île. La procédure de classification en termes d'étoiles des structures hôtelières de l'île a permis d'attribuer 3 étoiles aux hôtels Sakouli et Le Maharajah et 2 étoiles aux hôtels Caribou et Le Jardin Maoré. Par ailleurs, un premier combiné Mayotte Réunion sera proposé au prochain salon de la randonnée à Paris du 30 mars 2012. Le combiné proposera 10 jours partagés équitablement entre les deux îles avec des activités de randonnée et de plongée.

# PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	févr.-12	112,9	-0,9%	-0,1%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	janv.-12	9 601	9,8%	-
<b>Commerce extérieur</b>  (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-11	19 329	3,7%	-18,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées déc.-11	305 970	6,7%	-4,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-11	519	12,1%	-36,2%
		cumulées déc.-11	6 511	8,7%	-27,7%
	Taux de couverture	mensuels déc.-11	2,68%	0,20 pt	-0,75 pt
		cumulés déc.-11	2,13%	0,04 pt	-1,03 pt
<b>Trafic aérien</b>  (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels déc.-11	369	17,5%	-29,2%
		cumulés déc.-11	5 394	-	-9,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels déc.-11	29 971	92,1%	11,9%
		cumulés déc.-11	289 919	-	3,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels déc.-11	37,1	-6,9%	-0,2%
	(départs)	cumulés déc.-11	998,2	-	n.d
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles déc.-11	8 300	n.d	-11,1%
		cumulées déc.-11	71 267	n.d	-7,6%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle mars-12	9 556	9,0%	-5,7%
		cumulée mars-12	28 014	-	1,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mars 2012)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6168%	0,3877%	0,3662%	0,3587%	0,4690%	0,8600%	1,1660%	1,5000%

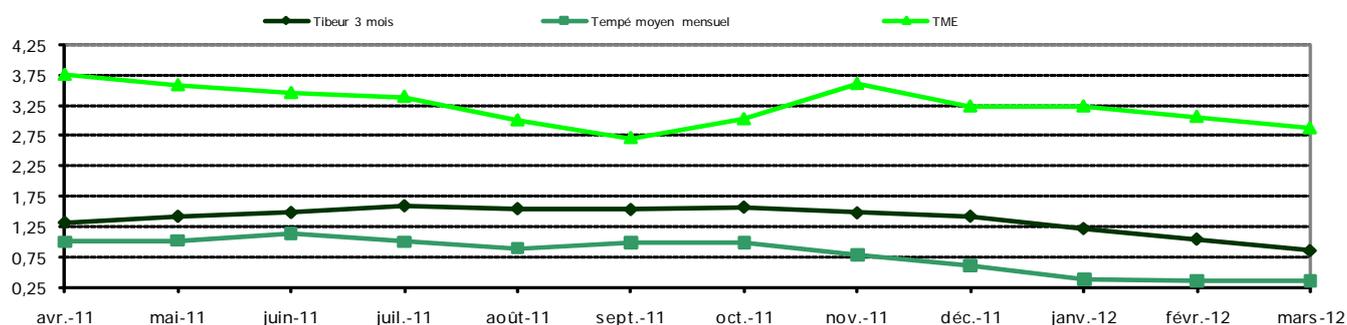
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
3,23%	3,23%	3,06%	2,87%	3,43%	3,43%	3,26%	3,07%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,81%
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,93%
Prêts à taux variable	5,88%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts-relais	6,48%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,56%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	15,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,15%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	13,27%	Découverts en compte (1)	13,67%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

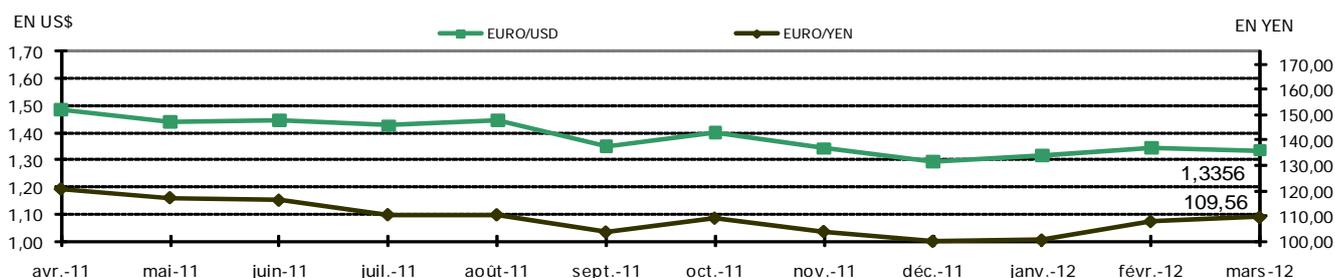
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3356	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2322	EURO/SRD (Surinam)	4,40300
EURO/JPY (Japon)	109,5600	EURO/BWP (Botswana)	9,69310	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,38830
EURO/CAD (Canada)	1,3311	EURO/SCR (Seychelles)	18,6810	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1425
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83390	EURO/MUR (Maurice)	38,6266	EURO/BBB (La Barbade)	2,66850
EURO/SGD (Singapour)	1,6775	EURO/BRL (Brésil)	2,4323	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,56000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3705	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,73020	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2826,6087	EURO/XCD (Dominique)	3,6025	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - BP 500 - 97600 MAMOUZOU

Achévé d'imprimer le 10 avril 2012 - Dépôt légal : avril 2012 - ISSN 1240 - 280X